



LES COULISSES DE LA DIPLOMATIE DE JACQUES CHIRAC

Dîner-débat avec

Hubert COUDURIER

Rédacteur en chef Télégramme de Brest


**STRATEGIES
FRANCAISES**

Club de réflexion

10 DECEMBRE 1998

NOTRE INVITE



**HUBERT
COUDURIER**

PARCOURS

Hubert Coudurier débute à l'Agence France-Presse (1983-1985). Il est ensuite grand reporter, notamment à France 3 (1985-1990), puis chroniqueur de politique étrangère à I-télé. En 1986, Hubert Coudurier rejoint Le Télégramme en qualité de secrétaire général adjoint. En 1995, il devient directeur général du journal, puis président de son conseil d'administration en décembre 2001, succédant à son père Jean-Pierre Coudurier décédé en novembre 2001. Il représente la quatrième génération Coudurier à la tête du Télégramme. À la tête du Télégramme avec son frère Édouard, il se bat pour préserver ses parts de marché en Bretagne contre son concurrent historique, le journal Ouest France.

STRATEGIES FRANCAISES

Hubert Coudurier
40 ans
Maîtrise de Sciences politiques
Diplômé de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale
(45e session)

Journaliste à l'Agence France Presse (1983-1984)
Grand reporter à France 3 (service étranger) (1985-1990)
(couvre notamment la reconquête du Tchad après l'invasion lybienne, le coup d'Etat contre Cory Aquino aux Philippines, la libération de Nelson Mandela, le début de l'intifada en Israël etc...)

Depuis 1991

-Chef du service politique puis rédacteur en chef du Télégramme de Brest (à Paris)

Depuis 1995

-Collabore à Valeurs actuelles pour l'actualité internationale

Livres publiés :

-PPDA "*l'inconnu du 20 heures*" (Robert Laffont) (1996)

-"*Le Monde selon Chirac*" (Calmann Levy) (1998)

(Les coulisses de la diplomatie française)

Une deuxième version de cet ouvrage est actuellement disponible dans les clubs France-Loisirs

STRATEGIES FRANCAISES

STRATEGIES FRANCAISES

Association déclarée Loi 1901

Le Grenier
34 rue de Penthièvre
75008 Paris

Paris, le 25 novembre 1998.

Madame,

Nous vous remercions pour votre proposition de menus et vous confirmons organiser au Grenier notre soirée - débat du **jeudi 10 décembre 1998**.

Nous réservons donc votre restaurant pour 15 personnes et plus : le nombre exact de couverts vous sera précisé le 8 décembre.

Le menu que nous souhaiterions voir servir est... un panachage des deux que vous nous proposez :

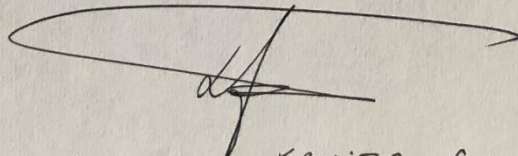
crème de potiron
sauté de biche à la Royale, gratin dauphinois haricots verts
fondant au chocolat du Grenier

Première côte de Bordeaux Chateau Anniche 1995,
servi en apéritif puis durant le repas.

café ou décaféiné

Le dîner étant une discussion avec un invité, nous souhaitons que les tables forment soit un carré / rectangle, soit un "U", personne ne devant se tourner le dos. Vous deviez nous dire ce qu'il vous est possible de faire : pourriez-vous nous appeler ou laisser un message sur répondeur, afin que nous sachions quel est le nombre de convives optimal?

Vous remerciant par avance de votre appel, nous vous prions de recevoir, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.



XAVIER fos.

Siège social : 117 rue Manin - 75019 Paris - Tél. 01 42 00 90 82

STRATEGIES FRANCAISES

STRATEGIES FRANCAISES

Président : XAVIER FOS
TEL : 01 42 00 90 82

Paris, le 3 Novembre 1998

Chères amies, chers amis,

Celui que nous vous proposons de rencontrer prochainement (attention à la proximité des dates avec Corinne Lepage !) est Journaliste international, Rédacteur en chef au Télégramme de Brest, il a été journaliste au service étranger de France 3.

Il a suivi les coulisses de la diplomatie française depuis que Jacques CHIRAC est président.

De la Bosnie au Proche Orient, de l'Asie à l'Amérique latine, de l'Afrique à l'Europe, nous allons découvrir le pouvoir des "hommes du président", la complexité des réseaux parallèles, la subtilité des jeux d'intérêts contradictoires, l'influence disproportionnée des querelles de politique intérieure, l'ampleur des informations cachées à l'opinion au nom de la "raison d'Etat".

Avec lui, nous comprendrons mieux que la partie qui se joue sur l'échiquier des relations internationales remet en perspective les "affaires" qui émaillent l'actualité quotidienne (Thomson, Elf...) et les tragédies qui ensanglantent notre horizon immédiat (prises d'otages, attentats, massacres...).

Ce journaliste a vécu au quotidien les péripéties de la nouvelle politique chiraquienne, dont les jeunes technocrates du Quai d'Orsay ont dit en 1995 "FRANCE IS BACK" aux diplomates américains.

Peut-être connaissons-nous aussi la vie quotidienne d'un journaliste de terrain...

Pour tout cela, si cette soirée vous intéresse, n'hésitez pas à nous contacter le plus vite possible par téléphone ou par la plume.

SOIREE DU JEUDI 10 DECEMBRE 1998 à 20 h 00

avec HUBERT COUDURIER, journaliste

Nos amitiés.

Siège social : 117 rue Manin - 75019 Paris - Tél. 01 42 00 90 82



**STRATEGIES
FRANCAISES**

Club de réflexion

LE CLUB STRATEGIES FRANCAISES

LE CLUB *stratégies françaises*

Le club de réflexion STRATEGIES FRANCAISES, fondé en 1997, cherche à rapprocher la République des citoyens, c'est-à-dire faciliter l'appropriation des sujets de société par les citoyens à l'occasion de rencontres et débats avec les acteurs et les penseurs de notre temps.

L'ambition d'un tel projet s'appuie notamment sur :

- Le choix de recevoir, de dialoguer, de confronter ses idées avec toutes les tendances de la vie politique française voire internationale, sans esprit partisan,
- La passion pour le destin de la France, dans le monde, dans l'Histoire, dans une perspective d'avenir,
- Le goût pour les rencontres inédites et l'échange de convictions.

Ces "stratégies françaises" sont celles des femmes et des hommes que nous rencontrons au fil des dîners-débats, des stratégies tournées vers le monde, vers la transformation de notre société et vers une meilleure vision de notre histoire et de notre avenir.

Le club stratégies françaises est dirigé et animé par Xavier Fos.



Xavier Fos

président de *stratégies françaises*



Réformes



Mondialisation



Questions
de société



Histoire

DES DEBATS ET DES RENCONTRES AUTOUR DE 4 THEMES

COMPRENDRE ET METTRE EN PERSPECTIVE LES STRATEGIES FRANCAISES

Depuis 1997, le club de réflexion *stratégies françaises* cherche à comprendre les voies et possibles de la politique française et de ses influences culturelles.

- ❖ **Réformes** : comprendre les enjeux, analyser les stratégies, décrypter les possibles.
- ❖ **Mondialisation** : face à son mouvement, analyser les évolutions et les conséquences, pour anticiper.
- ❖ **Questions de société** : analyser les débats qui animent la société et la transforment.
- ❖ **Histoire** : analyser à travers l'Histoire les stratégies individuelles ou collectives, pour comprendre.



LES THEMES DE LA RENCONTRE AVEC HUBERT COURDURIER



**STRATEGIES
FRANCAISES**

Club de réflexion

THEME 1: COULISSES DIPLOMATIQUES



" Quand Chirac a été élu, on a reçu à Matignon les diplomates américains, qui nous ont demandé ce qui allait changer : " France is back ! " leur a-t-on répondu... " Tel est l'état d'esprit des jeunes technocrates du Quai d'Orsay qui arrivent aux affaires en 1995. Ils sont convaincus qu'un Mitterrand épuisé a enfermé notre vieux pays dans l'immobilisme : seul le volontarisme de Jacques Chirac peut lui faire retrouver sa voix dans le concert des nations. Et si l'activisme chiraquien marquait a contrario le crépuscule de l'ère gaullienne, achevant le déclin d'une présidence grignotée à la fois par la mondialisation et par la cohabitation ? Ce récit vivant, ponctué de portraits et de dialogues, nourri d'informations puisées aux meilleures sources (Elysée, Matignon, quai d'Orsay, défense, DGSE, DST), lève le voile sur les coulisses de la diplomatie française.

De la Bosnie au Proche-Orient, de l'Asie à l'Amérique latine, de l'Afrique à l'Europe, on y découvre le pouvoir des " hommes du président ", la complexité des réseaux parallèles, la subtilité des jeux d'intérêts contradictoires, l'influence disproportionnée des querelles de politique intérieure, l'ampleur des informations cachées à l'opinion au nom de la " raison d'Etat ".

La partie qui se joue sur l'échiquier des relations internationales remet en perspective les " affaires " qui émaillent l'actualité quotidienne (Thomson, Elf...) et les tragédies qui ensanglantent notre horizon immédiat (prises d'otages, attentats, massacres...). Une enquête sans concessions qui permet de comprendre la politique menée dans le monde en notre nom.

UN FILS : JEAN-CHRISTOPHE.

PROFIL

DIX ANS AUX AFFAIRES AFRICAINES

Stature massive, cheveux grisonnants et moustache blanchissante, Jean-Christophe Mitterrand a été entendu mercredi 22 avril par la mission d'information parlementaire sur le Rwanda. Le fils aîné de François Mitterrand, âgé de 52 ans, s'est expliqué avec calme mais de façon parfois hésitante sur son rôle à l'Elysée, où il a occupé pendant six ans le poste de « conseiller pour les affaires africaines et malgaches ».

Nommé à ce poste le 23 octobre 1986 en remplacement de Guy Penne – dont il était l'adjoint depuis le 3 août 1982 –, Jean-Christophe

Mitterrand a exercé ses fonctions jusqu'en juillet 1992 avant de céder la place à Bruno Delaye, un diplomate de carrière alors ambassadeur de France au Togo, et de rejoindre discrètement la Société générale d'entreprise (SGE), une filiale de la Générale des eaux spécialisée dans les travaux publics, avec le titre de conseiller international du président.

Journaliste à l'Agence France-Presse de 1973 à 1982, il découvre l'Afrique comme correspondant de l'agence en Mauritanie (1975 à 1979), puis à Lomé au Togo, avant de rejoindre Guy Penne et la « cellule Afrique » de l'Elysée. Il crée très vite ses propres réseaux, s'appuyant sur ses amis français et africains, parcourant le pré carré français et tissant des liens solides avec bon nombre de présidents africains. Ces

relations personnelles – qui souvent doublent les circuits officiels, en dépit de ce qu'il a déclaré mercredi – lui seront reprochées, à gauche comme à droite. Il est proche du président togolais Gnassingbé Eyadema, et ses liens avec le président gabonais, Omar Bongo, lui permettent d'entrer dès 1985 au conseil d'administration de la Comilog, une société minière locale dont le capital est détenu partiellement par la société française Coframines (filiale du BRGM) et le groupe sidérurgique américain US Steel.

Jean-Christophe Mitterrand – « Papa-m'a-dit » pour ses détracteurs – a souvent été critiqué pour avoir usé de son influence, mélangeant parfois imprudemment politique et affaires.

Frédéric Fritscher

UNE ACTION de FRANCE-LIBERTÉS, UN SUJET de PRÉOCCUPATION de DANIELLE MITTERRAND :

Asie

Un arbre pour le Tibet

Le Tibet fête le 10 mars!

Après des décennies de tiraillements diplomatiques et de guérilla, le Tibet, objet des convoitises de l'Angleterre et de la Chine, passe en mars 1953 sous la coupe du gouvernement de Pékin, qui écrase dans le sang le premier soulèvement tibétain, le 10 mars 1959, à Lhassa.

Chef spirituel et temporel du Tibet, le dalaï lama, s'étant enfui en Inde, est assigné à résidence à Dharamsala. 80 000 Tibétains le suivront dans l'exil. Le Tibet est coupé en deux : les parties centrales et occidentales deviennent « Région autonome du Tibet » ; le Tibet oriental et nord oriental est intégré aux provinces chinoises du Xikang et du Qinghai.

A la fin de 1966, la révolution culturelle déclenchée en Chine se traduit au Tibet par une violente action antireligieuse. Massacres de lamas, de moines, destructions de textes sacrés, d'œuvres d'art ; les persécutions des populations se multiplient et n'ont jamais cessé. Aujourd'hui, l'échec de la domination chinoise au Tibet est patent. Les réformes dans la répartition des terres, les entreprises industrielles des années soixante se soldent par une misère telle

que le gouvernement de Pékin se sent contraint de pallier par des subventions la catastrophe qu'il a engendrée.

Les violations des droits de l'homme y sont coutumières :

- toute personne revendiquant le droit à l'autodétermination du Tibet est emprisonnée ;
- les activités religieuses sont sévèrement contrôlées ;
- les stérilisations et les avortements forcés font partie d'une politique globale d'anéantissement du pays ;
- le panchen lama, désigné par le dalaï lama comme son successeur, a été enlevé par les autorités chinoises, avec ses parents, en juillet 1995. Les Tibétains sont aujourd'hui encore sans nouvelle de lui.

Résistance dans le monde

Tous les ans, des associations européennes soutenant les Tibétains se réunissent pour célébrer le 10 mars, anniversaire du soulèvement de Lhassa.

France Libertés agit

Depuis des années, France Libertés soutient la lutte pacifique des Tibétains. Après avoir reçu le dalaï lama, offert une

tribune à Palden Gyasto, moine tibétain emprisonné pendant trente ans dans les geôles chinoises ; après avoir dénoncé le kidnapping du panchen lama et soutenu les femmes tibétaines à la Conférence internationale des femmes, à Pékin en 1995, la Fondation s'est investie dans la manifestation du 10 mars 1998 à Paris, lieu choisi pour le rassemblement des Tibétains d'Europe.

Un arbre, unissant les symboles de France Libertés et ceux des « arbres à souhaits » tibétains, a été dressé sur le parvis des droits de l'homme, au Trocadéro. Les participants étaient invités à écrire un souhait pour le Tibet. Ces vœux de bonheur et de liberté accrochés aux branches se seront, nous l'espérons de tout cœur, dispersés dans l'atmosphère, ainsi que l'enseigne la tradition tibétaine. ■



© France Libertés DR

STRATEGIES FRANCAISES

1

HUBERT COUDURIER

- LE MONDE SELON CHIRAC
LES COULISSES DE LA DIPLOMATIE FRANCAISE

1. LES HOMMES DU PRESIDENT

Chirac s'intéresse depuis toujours à la politique internationale, même si les nécessités de la conquête du pouvoir ont concentré son action sur la scène hexagonale durant plusieurs décennies.

1986 - 1988 : Jacques Chirac 1er ministre.

Lorsqu'il est 1er ministre de Mitterrand de 1986 à 1988, il nomme
- ministre des Affaires étrangères : Jean-Bernard RAIMOND.
- ministre de l'Intérieur : Charles PASQUA.

La cohabitation se passe mal avec le président, avec notamment l'épisode des attentats à Paris et la piste des frères Abdallah, qui vivent au Liban (piste lancée par le ministre de l'intérieur Charles PASQUA).

Normalisation franco-iranienne : des otages français étaient retenus en Iran; Chirac obtiendra leur libération en échange d'une promesse de normalisation des rapports entre Paris et Téhéran, promise par le Quai d'Orsay.

Mais les diplomates sont furieux de voir le ministère de l'Intérieur porter atteinte à leurs efforts par sa fermeté affichée. Ils accusent Pasqua d'avoir monté l'affaire WAHID GORDJI de toutes pièces en juillet 1987 pour récupérer le dossier.

Avril 1993 : Edouard Balladur 1er ministre.

Lorsque E. BALLADUR arrive à Matignon, il décide de ne pas refaire les erreurs de JACQUES CHIRAC lors de la cohabitation. Le secrétaire général de l'Elysée est alors Hubert Védrine.

E Balladur nomme

- son directeur de cabinet : Nicolas BAZIRE,
- le ministre des Affaires étrangères : Alain JUPPE.
Juppé choisit pour directeur de cabinet Dominique de VILLEPIN.
- le ministre de la Coopération : Michel ROUSSIN
- le ministre de l'Intérieur : à nouveau Charles PASQUA.

Les critiques à l'égard de la politique étrangère de Mitterrand vont culminer avec la crise yougoslave où la France est soupçonnée d'encourager les Serbes.

1995 : Jacques Chirac Président de la République.

Dès son élection, Chirac nomme

- secrétaire général de l'Elysée : Dominique de VILLEPIN.
- premier ministre : Alain JUPPE

VILLEPIN impose alors immédiatement Maurice GOURDAULT-MONTAGNE comme chef de cabinet de Matignon (cad du 1er ministre), afin de verrouiller le système. Car les deux hommes sont des anciens du Quai d'Orsay et estiment qu'ils pourront mener la politique étrangère de la France depuis l'Elysée, imposant une centralisation jamais vue.

Hervé de CHARETTE, le ministre des Affaires étrangères choisi par J. CHIRAC, n'aura qu'à bien se tenir.

2. LE CONDOTTIERE PREND LES COMMANDES

A propos du conflit en Bosnie.

- Mitterrand se plie à l'ONU.

En 1993, quand la France, sous l'égide de l'ONU, envoie de nombreuses troupes sur le terrain, François Mitterrand a décidé de s'engager dans toutes les opérations de Nations Unies, dès lors que nous passions d'un système bipolaire au multipolaire.

- Chirac reprend le pouvoir de ses troupes.

26 mai 1995. Chirac est au pouvoir depuis 9 jours. On tient un Conseil restreint sur la Bosnie : les soldats français sont otages des serbes. Suite à une violente altercation avec l'amiral LANXADE, CHIRAC demande à l'armée de "résister à toute agression par tous les moyens disponibles".

L'armée française prend l'offensive, surprenant les serbes. La France crée la Force de Réaction Rapide avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas. Les Croates voient cette création d'un mauvais oeil, car elle signifie la volonté d'un retour à l'intégrité territoriale de la Bosnie que les présidents serbe et croate, Slobodan MILOSEVIC et Franjo TUDJMAN, ont décidé de dépecer.

Après cette création de la FRR, Chirac part pour HALIFAX (USA) au sommet du G7, convaincre Bill CLINTON de soutenir cette initiative. C'est le Congrès qu'il convaincra. Pendant que la FRR est mise en place malgré les réticences de BOUTROS BOUTROS-GHALI - secrétaire général de l'ONU - les serbes essaient de gagner du terrain contre les musulmans (bosniaques) avant que les positions ne soient figées.

En juillet 1995, les serbes commettent le massacre de l'enclave de SREBRENICA (plus de 10.000 bosniaques sont abattus).

La diplomatie américaine prend alors les choses en main et Richard HOLBROOKE (émissaire US) rencontre Slobodan MILOSEVIC. Les parties au conflit (serbes, musulmans et croates) sont donc conviées le 1er novembre à DAYTON (USA) pour aboutir à un accord de paix. La signature de l'accord le 21 novembre 1995 est une victoire pour la diplomatie américaine.

Il faudra l'inlassable bienveillance de Pamela HARRIMAN, l'ambassadrice US à Paris, pour que l'apport des Français soit reconnu à travers une nouvelle signature de l'accord de paix qui aura lieu cette fois à l'Elysée.

Demandons à Hubert COUDURIER de nous raconter les circonstances de la libération des deux pilotes français dont l'avion a été abattu au-dessus de la Bosnie par un missile Sol-Air le 30 aout 1995.

3. LA NOUVELLE FRONTIERE : CHIRAC EN V.R.P. DE LA FRANCE.

Une révolution : le président français ambassadeur économique.
Vous avez certainement vu l'émission " Capital " proposée par M6 sur les voyages "économiques" du Président J.Chirac. Elle montre le président entouré d'hommes d'affaires en voyage lors d'une tournée au Mozambique, en Angola puis en Afrique du Sud.

La cellule de l'Elysée dirigée par Catherine COLONNA et Michel DUPUCH est particulièrement active pour les contrats d'armement ou de pétrole, industries où l'appui politique est d'importance. L'arrivée de J. Chirac à l'Elysée a mis un terme à la "diplomatie du cocktail" au profit d'une sorte d'intelligence économique. Aujourd'hui la France exporte à :

- 62 % en Europe
- 7 % en Amérique Latine
- 5 % en Afrique

Demandez à H. Coudurier comment le publicitaire Jacques Séguéla a été sollicité pour "relooker" nos ambassadeurs !

Les limites d'une révolution

- fin de la guerre en Bosnie, une mission "commando" française est envoyée mais est rapidement court-circuitée par les Américains.

- l'administration française est rétive à toute stratégie de coordination, au contraire des USA qui réunissent en task-force pouvoir politique/ administration / chefs d'entreprises, en ciblant plusieurs pays et en dépêchant le cas échéant des sous-secrétaires d'Etat sur place, pour accélérer les dossiers urgents. C'est le "mal français" des "petits marquis". Aujourd'hui, Hubert Védrine amplifie l'innovation chiraquienne.

- Chirac en Asie : une admiration pour le modèle Singapourien, une passion pour les grandes civilisations de l'Extrême-Orient.

- Chirac et le marathon en Amérique Latine : un président en recherche de débouchés.

4. LES JOYEUSES COLONIES DE L'EMPIRE

F. Mitterrand, avec son fameux discours de la Baule, à la suite de la chute du mur de Berlin, avait lancé la démocratisation de l'Afrique francophone.

- Côte d'Ivoire.

Lors des obsèques de Félix Houphouët-Boigny dans la gigantesque basilique de Yamassoukro, toute la classe politique française est réunie. La succession oppose un candidat "de la France" à un autre proche des Américains. Le candidat de la France l'emporte.

- Rwanda.

En 1990, le président rwandais Habyarimana - dont le pays vient d'être envahi par le Front Patriotique Rwandais (FPR) dirigé par Paul Kagamé, militaire formé à l'école américaine, lance un appel à F. Mitterrand. Depuis plusieurs années, une partie de l'aide des USA fournie à l'Ouganda pour lutter contre le régime intégriste du Soudan sert à financer la guérilla tutsie qui ne pense qu'à reconquérir le pouvoir au Rwanda. La France envoie une aide jusqu'en octobre 1993, car le président rwandais a fait valoir que le soutien de la France était essentiel dans cette région des Grands Lacs face à la menace anglo-saxonne.

STRATEGIES FRANCAISES

4

C'est ainsi que la France va être prise dans un engrenage qui lui vaudra une terrible accusation de complicité de génocide. En effet, les accords d'Arusha (juillet 93) prévoyaient un partage du pouvoir entre Hutus et Tutsies, dont ceux-ci ne voulaient pas.

L'engrenage du génocide.

Le président rwandais HABYARIMANA (Hutu) fait mine d'appliquer les accords d'Arusha (juillet 1993) mais les premiers massacres sont perpétrés à KIGALI en février 1994 (contre les Tutsies). E.BALLADUR, 1er ministre, est favorable à un désengagement rapide. Le 6 avril 1994, au retour d'une réunion en Tanzanie consacrée aux accords d'Arusha, l'avion transportant les présidents rwandais et burundais est touché par une roquette sur l'aéroport de Kigali. Cela donne le signal des assassinats à grande échelle. Les Français percevoient très vite les dimensions du drame: les massacres se succèdent quartier par quartier; mais ils ne se sentent pas concernés. Paris craint pour ses ressortissants au fur et à mesure que les troupes du FPR se rapprochent de la capitale.

Alain Juppé (ministre des Affaires Etrangères "chiracien") et François Mitterrand forcent le 1er ministre Edouard Balladur (alors en compétition électorale pour la présidentielle avec J.Chirac) à lancer l'"opération Turquoise" (envoi des troupes françaises).

L'effet CNN joue à plein. Abreuvée d'images de réfugiés à l'heure du dîner, l'opinion française découvre la réalité des massacres à la vue des cadavres flottant sur le lac Victoria. Pour la faire accepter, il a fallu "habiller" l'opération sous l'angle humanitaire.

L'opération Turquoise arrive cependant trop tard pour sauver les Tutsies des massacres. Les critiques internationales contre la France reprennent de plus belle.

- le Zaïre.

L'opération Turquoise a fait au moins fait un heureux : le Maréchal MOBUTU, définitivement réintégré dans la communauté franco-africaine, car Paris a eu besoin d'utiliser le Zaïre en base arrière pour la logistique de ses mouvements de troupe.

- les Comores.

C'est toute la vie de Bob DENARD. Il a régné de 1975 à 1989 sur ce chapelet d'îles de l'Océan Indien aux côtés du président ABDALLAH dont il assurait la sécurité.

Le 25 novembre 1989, Bob DENARD assassine le président ABDALLAH, suite à une altercation sur des fonds dissimulés en Suisse.

B.Denard quitte les Comores.

Le 28 septembre 1995, personne en France n'est réellement surpris quand Denard, avec une trentaine de mercenaires, débarque sur l'île et prend en otage le chef d'état Saïd DJOHAR. Plusieurs centaines de soldats putschistes rallient immédiatement les mercenaires.

A Paris, le 1er ministre de Chirac, Alain JUPPE, fidèle à sa logique de désengagement français en Afrique, est partisan de ne rien faire. J. Chirac, par un coup de fil de l'Elysée, le contre et décide d'une intervention par hélicoptères. Les mercenaires se rendent. Bob Denard est arrêté puis relâché quelques mois plus tard pour prix de son silence. *Pourquoi?*

STRATEGIES FRANCAISES

5

- La République Centrafricaine (Bangui).

Une première mutinerie éclate en mai 1996 suite à un ras-le-bol social d'une partie de l'armée contre le président Ange Patassé. Considérée comme le "porte-avions" de la présence française en Afrique, sorte de plaque tournante pour toutes les interventions militaires, la RCA est importante. La France verse donc aux militaires centrafricains leurs arriérés de solde pour que tout rentre dans l'ordre.

Cet épisode où se succèdent l'ingérence puis l'impuissance de la France pousse le président Chirac à reconnaître devant la communauté française que le temps de l'ingérence appartient au passé.

5. LE GENDARME PLIE BAGAGES.

- Zaïre (ancien Congo belge).

Laurent Désiré KABILA, à la tête de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre, part à la conquête du pouvoir. L'objectif au départ n'est que de former une zone tampon à la frontière du Zaïre, avec l'Ouganda et le Rwanda. Le rôle des USA dans cette opération n'est encore cité que de façon allusive. *Et pourtant...*

A l'Elysée, on commence à s'interroger sur le double-jeu des Américains. Après-coup, les services de renseignement français découvriront que l'opération de la prostate de Mobutu (puis son décès) a sonné le début de la déstabilisation du pays. Dominique de Villepin, conseiller de J. Chirac, avait trop misé sur la capacité de Mobutu à préparer sa succession.

La chute de Mobutu s'accompagne de l'émergence d'un géant régional : l'Afrique du Sud, qui occupe - tout comme l'Angola - une place grandissante dans la zone australe.

- le Gabon.

Le système Omar BONGO : la compagnie Elf est dans ce pays un état dans l'état. Suite aux révélations sur les pratiques douteuses du PDG d'Elf Loïk Le Floch-Prigent, le juge Eva Joly s'intéresse d'un peu trop près aux comptes en Suisse du président gabonais.

- Jospin ou le changement dans la continuité.

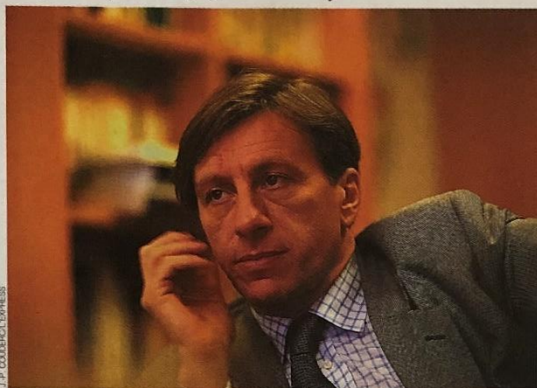
Le 1er ministre intègre rapidement les contraintes du pouvoir. Sa tournée africaine de décembre 1997 conforte les régimes en place. Au moment où la secrétaire d'état américaine Madeleine Albright achève une tournée africaine (Ouganda, Rwanda, Congo démocratique, Angola...), précédant celle de Bill Clinton, Lionel Jospin se limite au pré carré, traduisant sur le fond une grande continuité de la politique africaine de la France.

INTERVIEW

Les fractures de l'Afrique

A la veille du sommet franco-africain, Jean-Christophe Rufin, consultant au ministère de la Défense, évoque les foyers à risque du continent

C'est Paris qui, cette année, accueille, du 26 au 28 novembre, le traditionnel sommet France-Afrique. Alors que les conflits se multiplient, les questions touchant à la sécurité et au maintien de la paix figurent naturellement parmi les thèmes dominants. Ancien vice-président de Médécins sans frontières, aujourd'hui directeur de recherche à l'Iris (Institut des relations internationales et stratégiques) et consultant au ministère de la Défense, Jean-Christophe Rufin donne ici quelques clefs pour mieux comprendre ce que sont les grandes lignes de fracture du continent.



« On ne peut pas s'arc-bouter sur le pré carré. Il faut élargir notre vision. »

Longtemps, les conflits sur le continent africain se sont inscrits dans le cadre de la lutte d'influence entre l'Est et l'Ouest. Depuis quelques années, on a tendance à évoquer la rivalité entre la France et les Etats-Unis ou entre les anglophones et les francophones. Cette grille de lecture vous paraît-elle correspondre à la réalité ?

► Je crois que c'était une construction de l'esprit. Il y a eu une sorte d'effet d'optique parce qu'un certain nombre d'événements, mis bout à bout, paraissent effectivement avoir une cohérence. Aujourd'hui, avec les changements d'alliances en République démocratique du Congo (ex-Zaire) et la reprise des hostilités entre l'Ethiopie et l'Erythrée, on se rend compte que cela ne tient pas la route.

Peut-on dessiner une typologie des conflits en Afrique ?

► On ne peut pas dessiner une typologie des conflits pour l'ensemble du continent. On peut en revanche le faire zone par zone. Il y a trois grands sous-ensembles régionaux. La zone Est a pour caractéristique de regrouper des pays qui ont tous traversé de très graves crises pendant la guerre froide. Les pouvoirs en place, presque tous issus de la lutte armée, nourrissent une grande

suspicion à l'égard de toutes les interventions extérieures. Ils sont à la fois très panafricanistes dans le discours et furieusement nationalistes. Et, comme ils ont tous des contentieux territoriaux les uns avec les autres, ils sont tous en train de se déchirer. La deuxième zone, c'est l'Afrique australe, largement dominée par l'Afrique du Sud ?

► Oui, mais ce qui est intéressant, c'est que, même s'il y a une domination militaire et économique de l'Afrique du Sud, on ne peut pas pour autant parler de domination politique.

Il reste la troisième zone, celle de l'Afrique de l'Ouest. Là, on est dans le pré carré français...

► A court terme, la présence française assure la stabilité. A

plus long terme, il n'est pas certain qu'elle ne contribue pas à fragiliser ces Etats.

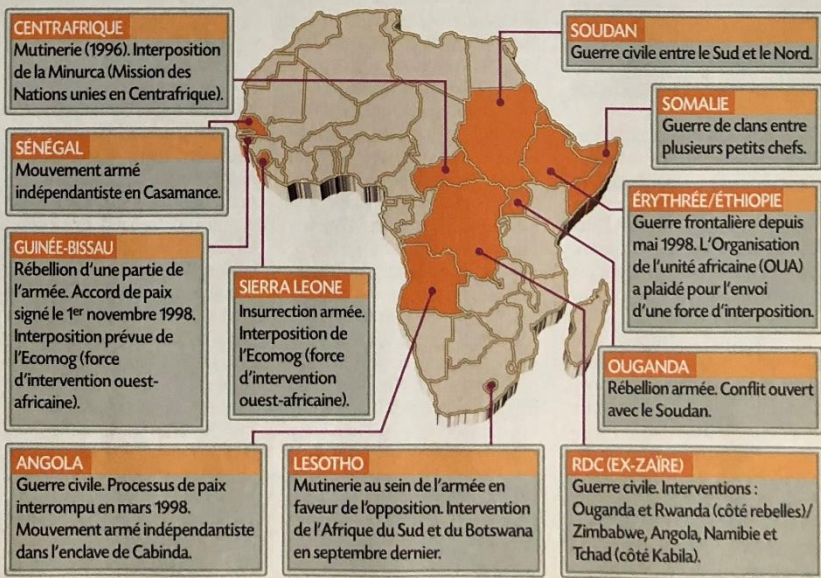
Ce qui veut dire que la politique africaine de la France est à revoir...

► On ne peut pas continuer à s'arc-bouter sur le pré carré. Les pôles de développement ne sont pas uniquement en Afrique francophone, loin de là. Il faut élargir notre vision.

Que pensez-vous du projet de développement de forces d'interposition interafricaines chargées du maintien de la paix, dans lequel la France s'est engagée ?

► C'est un projet qui a été lancé à l'époque de l'« opération Turquoise », avec l'idée de disposer d'une alternative qui évite d'impliquer directement les troupes françaises sans pour autant être accusé de ne rien faire. J'ai le sentiment que cette problématique est largement dépassée. Les interventions extérieures ne sont pas gage de solutions de paix. ●

Propos recueillis par Dominique Lagarde



(7)

HUBERT COUDURIER.

→ Rédacteur en chef au "Télégramme de Brest."

→ Journaliste au service Etranger de "France 3".

Thème: les coulisses de la diplomatie française sous JACQUES CHIRAC.

Jacques CHIRAC et le Monde arabe.

François Mitterrand et Edouard Balladur étaient allés en ARABIE SAOUDITE chercher les dividendes de la participation française à la Guerre du Golfe.

→ maigres résultats.

En Juillet 1995, le roi FAHD accueille en personne Jacques Chirac à l'aéroport.

STRATEGIES FRANCAISES

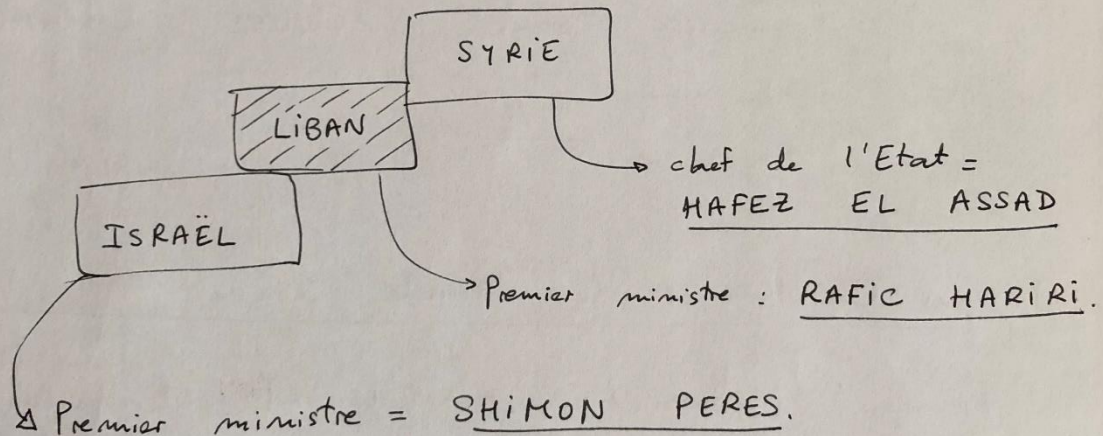
(8)

C'est un climat plus chaleureux qui se traduit par un succès commercial remporté par GIAT - INDUSTRIES.

Début avril 1996, Jacques CHIRAC entreprend son premier voyage officiel au

LIBAN

Ce pays est tenu en tenaille :



Au moment où Chirac souhaite relancer la politique arabe de la France, ISRAËL lance l'opération "Raisins de la colère" au SUD-LIBAN contre le

HEZ BOLLAH

qui fait des raids incessants en Israël.

STRATEGIES FRANCAISES

Le HEZBOLLAH est composé de milices CHIITES financées par l'IRAN et tolérées par la SYRIE au LIBAN. (9)

CHIRAC ne peut pas laisser mener cette opération d'ISRAEL contre le LIBAN. Il envoie son ministre des Affaires étrangères :

HERVÉ DE CHARETTE

Le ministre français rencontre Shimon Peres, Hafez el Assad, Yasser Arafat.

L'idée d'un plan français en 7 points commence à germer :

- Les Israéliens devront s'engager par écrit à ne plus attaquer les Libanais.
- Même chose pour le HEZBOLLAH avec la population israélienne.

MAIS les Américains ne sont pas favorables à cette intrusion de français, le secrétaire d'Etat

WARREN CHRISTOPHER

pense que seuls les Etats-Unis peuvent avoir une influence dans la région.

STRATEGIES FRANCAISES

(10)

Finalment, un plan AMÉRICAIN de cessez-le-feu (sur l'opération "Raisins de la colère") est accepté,

MAIS les FRANÇAIS y sont associés. (grâce à l'appui de SYRIENS). Paris apparaît comme le garant des intérêts arabes tandis que Washington est toujours l'allié inconditionnel d'Israël.

C'est un franc succès pour la diplomatie française.

Le 20 octobre 1956, Jacques CHIRAC est accueilli à DAMAS (SYRIE) par Hafez el Assad.

C'est le début d'un NEW DEAL entre la FRANCE et la SYRIE: La SYRIE devient le nouveau point d'appui de la diplomatie française dans la région.



STRATEGIES FRANCAISES

Jacques CHIRAC continue sa tournée par ISRAEL.

→ le clash diplomatique de Jérusalem.

Malmené lors de sa visite, Jacques Chirac attrape le responsable des services de sécurité israéliens par le col et l'invective.

Cette image va faire le tour du monde.

Peu après, CHIRAC rappelle la position française, qui ne reconnaît pas l'annexion de Jérusalem depuis 1967 par les Israéliens. Il déclare que la ville sacrée doit rester ouverte aux trois religions : juive, chrétienne et musulmane.

12.

Commentaire

17 OCTOBRE 98

Les turpitudes du clan Kennedy

Il y a quelques chose de stupéfiant dans les révélations du livre événement de Don Wolfe dont l'Express vient de publier les bonnes feuilles. Publié en France par Albin Michel sous le titre Marilyn Monroe, enquête sur un assassinat, cet ouvrage qui est le fruit de douze ans d'enquête accrédite la thèse selon laquelle la star américaine des années 60 serait morte victime du clan Kennedy.

par
**Hubert
Coudurier**



Son décès en août 1962 aurait été maquillé en suicide. Durant sa liaison avec John Kennedy, Marilyn avait pris l'habitude de consigner après coup sur son carnet rouge les propos que lui tenait le Président américain. Du débarquement avorté de la baie des Cochons pour abattre Fidel Castro aux liens de Sinatra avec la Mafia en passant par la volonté de déstabiliser le patron du syndicat des camionneurs, Jimmy Hoffa, toute les confidences sur l'oreiller du Président y étaient consignées.

Le crime maquillé en suicide

Lorsqu'il mit fin à sa liaison avec l'actrice, le chef de la Maison Blanche chargea son frère Robert, alors ministre de la Justice, d'éteindre l'incendie qui menaçait. Furieuse d'avoir été traitée comme un "sac de viande" selon ses propres termes (elle eut également une liaison avec Bobby qui la consola comme il put), Marilyn menaçait de tout révéler à la presse. Le frère du Président entreprit alors de récupérer ledit carnet. Devant son refus, malgré les menaces proférées, ses hommes lui auraient administré par une piqûre intraveineuse une dose mortelle de Pentobarbital avant de faire le "ménage" dans sa résidence californienne.

Le crime aurait été ensuite maquillé en suicide par barbituriques. Or le médecin légiste n'a pas retrouvé de fragments de comprimés dans l'estomac après l'autopsie. Quant à la police, elle fut prévenue plus de 4 heures après le décès, le temps que les hommes de la Maison Blanche aient nettoyé le terrain.

Ce n'est qu'à partir de 1982, qu'un journaliste du Sunday Express commença à mettre en doute la version officielle en se livrant à une véritable contre-enquête. Vingt ans après les faits, certains témoins commencèrent à parler. Mais quelques années plus tard, un documentaire sur la question réalisée par ABC NEWS fut stoppé par son président proche de la famille Kennedy. Le mérite du livre de Don Wolfe réside dans son extrême précision et la qualité du travail d'enquête auquel l'auteur s'est soumis.

Le mythe s'effrite

Rien à voir avec les pseudos livres de révélations à la française bâclés en quelques mois. Il donne un éclairage supplémentaire à la présidence Kennedy dont le mythe s'effrite encore un peu plus. Voilà un homme qui fut présenté comme un exemple au monde entier mais dont la mise en orbite avait été méthodiquement planifiée par le patriarche Joe, un trafiquant d'alcool qui acheta tout sur son passage pour parvenir à ses fins. Outre ses frasques sexuelles soigneusement tues à l'époque par les correspondants à la Maison Blanche, John Kennedy entretenait des rapports étroits avec le syndicat du crime auquel il eut recours à plusieurs reprises pour exécuter ses basses manœuvres tant en politique étrangère qu'intérieure.

Voilà ce qu'était le clan Kennedy, une coalition d'arrivistes sans scrupules dont les figures emblématiques (John et Robert) furent sans doute assassinées par la pègre pour ne pas avoir respecté leurs engagements.

A côté de cela, Bill Clinton et ses turpitudes érotiques ferait presque figure de petit saint. Dommage pour lui qu'il soit né à une autre époque.

LE MONDE 28 AOÛT 1998.

Jacques Chirac explique aux ambassadeurs « ce que veut la France »

Le président de la République trace l'architecture générale de sa politique étrangère

Le président de la République a saisi l'occasion de la présence à Paris de tous les ambassadeurs de France, réunis pour leur séminaire annuel,

pour faire, mercredi 26 août, un vaste tour d'horizon de la politique étrangère française. Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, a

ouvert, jeudi, la conférence des ambassadeurs, à laquelle ont été conviés cette année cent trente-cinq intervenants extérieurs.

ACCUEILLANT, mercredi 26 août, à l'Élysée, les cent quatre-vingts ambassadeurs de France réunis à Paris pour leur séminaire annuel, le président de la République s'est livré à un long discours sur la politique étrangère, en s'efforçant de dégager la cohérence d'ensemble de son action et de répondre à la question : « *Que veut la France ?* »

Cet effort de conceptualisation « à la française » amène le président à définir trois grands objectifs auxquels concourent d'une manière ou d'une autre toutes les actions de politique étrangère.

Premier objectif, l'Europe, car « dans un monde globalisé » elle est, dit le chef de l'Etat, « le meilleur moyen pour la France de préserver son influence et de promouvoir ses intérêts nationaux ». Sur ce point, M. Chirac n'innove pas. Il rappelle que sa vision de l'Union n'est pas fédéraliste (« *L'Union ne veut pas être les Etats-Unis d'Europe. Elle veut être l'Europe unie des Etats* »), mais il salue la monnaie unique comme un accomplissement historique du volontarisme européen et plaide pour des progrès dans deux domaines où l'intégration, à ses yeux, est encore défailante : d'une part, la culture, notamment en ce qui concerne la mobilité des étudiants et l'apprentissage des langues, et, d'autre part, la politique étrangère et de sécurité commune, domaine dans lequel il

réclame le même effort volontariste que sur la monnaie. M. Chirac annonce, à cet égard, qu'il proposera à ses partenaires européens que soit institué un Conseil des ministres de la défense qui donnerait à l'Union une dimension nouvelle, articulée bien sûr avec l'OTAN.

A propos de l'Europe toujours, M. Chirac, rendant hommage au passage à Helmut Kohl pour son rôle dans l'avènement de l'union monétaire, « le projet européen le plus ambitieux à ce jour », laisse entendre que la coopération franco-allemande ronronne, que les rouages de la concertation ont besoin d'un coup de jeune et qu'il s'attellera à cette rénovation, une fois passées les élections allemandes, avec le prochain chancelier, quel qu'il soit.

MAÎTRISER LA MONDIALISATION

Deuxième objectif général de la diplomatie française : « *Encourager le mouvement irrésistible vers un monde multipolaire (...), organiser une relation harmonieuse entre puissances installées et puissances émergentes, dans le respect de la dignité de chacun, dans le respect aussi du droit international et des organisations qui veillent à son application.* » Vaste programme, dans lequel on peut faire entrer beaucoup de choses, en particulier le refus de toutes les manifestations d'hégé-

monisme d'une seule grande puissance.

Troisième objectif enfin, où le chef de l'Etat prend soin de rompre avec une approche française traditionnellement frileuse et fataliste : la maîtrise du phénomène de la mondialisation. « *La France, dit-il, veut que la mondialisation irréversible des technologies et des marchés soit, pour être pleinement bénéfique, mieux maîtrisée grâce à la mise en œuvre de règles communes et à l'action des organisations internationales chargées de les faire appliquer. Il est nécessaire et possible de réduire les risques de crise et les phénomènes d'exclusion. Nous devons le faire.* »

Reprenant une idée chère au ministre des affaires étrangères - dont il veille, en bonne cohabitation, à créditer Hubert Védrine -, Jacques Chirac explique ensuite que dans le monde moderne, « *complexe, où l'économie pèse de plus en plus lourd, où les réseaux de communication accélèrent les échanges* », les règles des alliances et les stratégies de négociations ne peuvent plus être celles de la diplomatie traditionnelle. « *La France, dit-il, doit savoir bâtir autour d'elle des ensembles divers, changeants, selon les dossiers traités.* » Ce « *nouveau jeu d'alliances fondées sur des solidarités différentes dans leur nature et leur intensité* » est d'ailleurs le principal thème de réflexion sur lequel les ambassadeurs de-

vaient plancher pendant leur séminaire.

Le cadre général ainsi fixé, M. Chirac a passé en revue les positions françaises sur la plupart des grands sujets du moment. L'un des aspects les plus marquants de ce tour d'horizon est le grand soin mis à ne pas apparaître comme l'artisan d'une politique antagoniste de celle des Etats-Unis. Le projet d'une défense européenne, rappelle-t-il, est « *complémentaire* » de l'Alliance atlantique, pas concurrent, même s'il rappelle aussi que la France s'oppose à ce que l'OTAN « *intervienne partout et pour tout* », sans mandat de l'ONU.

RÉFORMER LE FMI

Au risque de frôler le paradoxe, c'est dans le chapitre qu'il consacre à la bonne coopération franco-américaine qu'il évoque la politique menée par la France en direction de l'Irak, du Proche-Orient, de l'Iran. C'est aux tendances isolationnistes au Congrès qu'il attribue les prises de position américaines sur certains grands sujets : « *Je sais, dit-il, combien le président Clinton déplore cette situation et je salue son engagement international résolu.* »

Se défendant de tout pessimisme face aux crises financières, M. Chirac encourage les entreprises françaises à « *rester en Asie et à utiliser avec discernement les opportunités d'investissement qui se multiplient* ». Il rappelle sa proposition faite au sommet de Birmingham en faveur d'une réforme du Fonds monétaire international (FMI) qui lui donnerait davantage de légitimité aux yeux de la communauté internationale tout entière et rend hommage à Michel Camdessus. Evoquant beaucoup trop rapidement la crise en Russie, le chef de l'Etat se borne à une forme de rappel de sa confiance en Boris Eltsine : l'intervention du FMI ne réussira « *que si les indispensables réformes internes voulues par le président Eltsine sont résolument mises en œuvre par le nouveau gouvernement de M. Tchernomyrdine* ».

Le président a évoqué brièvement les événements d'Afrique centrale comme une illustration « *dramatique* » des politiques d'ingérence et du recours à la force et renvoyé pour le reste des questions africaines au discours qu'il prononcera en novembre au sommet franco-africain de Paris.

Claire Tréan

« Allez sur le terrain »

VOICI des extraits du discours de Jacques Chirac prononcé, mercredi 26 août à l'Élysée, devant les ambassadeurs de France dans le monde, réunis pour leur séminaire annuel.



VERBATIM

Les relations entre les nations dépassent de plus en plus les relations entre les Etats. Ce sont des sociétés tout entières qui se croisent, se rencontrent, travaillent ensemble. Cette explosion d'échanges humains et le poids accru des opinions, qui vont de pair avec la mondialisation, ne réduisent pas le rôle des ambassadeurs, bien au contraire. Mais ils transforment leur métier, qui est désormais plus riche, plus varié, plus ouvert, plus près des réalités.

Hier, vous deviez être à l'écoute des Etats, des gouvernements, de tout ce qui est officiel. Aujourd'hui, vous devez aussi être à l'écoute des peuples, ce qui est une tâche exigeante, passionnante, indispensable.

Je sais que vous le faites, car vous êtes curieux des autres et du monde. C'est probablement l'une des sources de votre vocation de diplomate. Je vous encourage à aller encore plus loin dans cette voie, car il n'est pas de bonne politique étrangère sans bonne compréhension de toutes les forces, de tous les courants qui, ensemble, forment la personnalité d'un peuple, l'identité d'une nation et expliquent bien des évolutions majeures sur la scène internationale.

C'est en allant sur le terrain, au-devant de tous les acteurs de la société civile, que vous percevrez les attentes, les projets, les mouve-

ments d'opinion. Et c'est en développant cette connaissance politique, sociologique, psychologique que nous pourrions resserrer la trame des liens d'amitié et de solidarité qui nous unissent au monde et, ce faisant, mieux faire connaître notre pays et la politique qu'il conduit.

Une grande politique étrangère s'appuie sur quelques réalités : l'importance stratégique d'un pays, son histoire, sa culture, son poids et son dynamisme économiques, sa force militaire, son aptitude à avoir une vision claire de l'avenir et des objectifs qu'il veut atteindre. Mais, aujourd'hui plus encore qu'hier, il n'y a pas de grande politique étrangère sans volonté et capacité de comprendre les peuples, de prendre en compte leurs aspirations et de faire partager au plus grand nombre ses analyses et ses ambitions.

HUBERT COUDURIER.

14

L'illusion française.

1. Le piège algérien.

En Octobre 1988, l'armée tire sur les émeutiers d'Alger. C'est le premier signal de l'effondrement d'un système miné par la corruption, une industrialisation « à la soviétique » et un chômage qui touche le quart de la population active. Le 26 décembre 1991, le premier tour des élections législatives voit le FIS arriver en tête avec 40% des voix. L'interruption par l'armée du processus électoral et la déposition du président CHADLI BENJEDID, interviennent le 11 janvier 1992. Mitterrand semble accepter le fait accompli, seul Lionel Jospin s'oppose clairement à ce coup d'Etat. Paris adoptera une attitude attentiste durant les quelques mois de l'expérience d'assainissement menée par MOHAMED BOUDIAF.

STRATEGIES FRANCAISES

15

Mais, ce dernier sera assassiné le 30 juin 1992. Cette politique de soutien inavoué, tempérée par des déclarations en sens contraire, va se poursuivre avec l'arrivée à Matignon du Premier Ministre Edouard Balladur. (1993)

C'est vers la fin de l'année 1993 que la France, jusqu'alors épargnée, bascule dans le conflit algérien dont elle va devenir l'otage.

Les premiers ressortissants français assassinés sont deux géomètres, c'est ensuite le tour de 3 fonctionnaires du Consulat de France. Selon les autorités algériennes, ils auraient été la cible du GIA. Les services secrets algériens assurent en priorité la sécurité des SITES

PÉTROLIERS.

Avec le recul, beaucoup en France ont la conviction que le GIA est non seulement infiltré par les services secrets algériens, mais participe d'une orchestration destinée à décrédibiliser le FIS.

La diabolisation des islamistes semble ainsi correspondre à une stratégie de relégitimation d'un pouvoir discrédité.

STRATEGIES FRANCAISES

(16) 4

Les militaires éradicateurs trouveront une oreille attentive en la personne du Ministre de l'Intérieur, Charles PASQUA. L'argent du pétrole permet d'obtenir à peu près tout et la France n'a évidemment pas le monopole des livraisons d'armes.

Souvent court-circuité par les liens étroits entre la DST et la DRS algérienne, le gouvernement Balladur appréhende mal le mode de fonctionnement du gouvernement algérien. C'est à partir de la prise d'otages de l'AirBUS du 26 décembre 1994 que les Français commencent à comprendre la vraie nature du régime algérien.

Ce constat de pourrissement, ainsi que l'agacement suscité par l'activisme de Charles Pasqua, va inciter ALAIN JUPPÉ à prendre quelques distances avec le régime algérien.

Survenant en Janvier 1995 après l'affaire de l'Airbus, la deuxième rencontre de SANT EGIDIO apparaît comme une lueur d'espoir.

17

Monde

L'ALGÉRIE

Dix ans de haine et de massacres

Octobre 1988 : face aux jeunes qui manifestent à travers le pays, le président Chadli appelle l'armée (500 morts).

Février 1989 : nouvelle Constitution. Libéralisation du régime, multipartisme.

Juin 1990 : le Front islamique du salut (FIS) remporte les élections locales (54 %).

Mai-juin 1991 : le FIS exige une élection présidentielle anticipée. Proclamation de l'état de siège. Arrestation des leaders du FIS.

26 décembre 1991 : le FIS remporte le premier tour des législatives (47,5 %).

Janvier-février 1992 : démission du président ; le premier tour des élections est annulé. Proclamation de l'état d'urgence par un Haut Comité d'Etat, présidé par Mohamed Boudiaf, rappelé d'exil.

Mars 1992 : dissolution du FIS.

Juin 1992 : assassinat de Boudiaf.

Juillet 1993 : nomination de Liamine Zeroual au ministère de la Défense.

Janvier 1994 : le général Zeroual devient chef de l'Etat.

Septembre-octobre 1994 : échec du dialogue entre le pouvoir et le FIS.

Décembre 1994 : prise en otage d'un avion d'Air France en provenance d'Alger, revendiquée par les GIA. Le GIGN libère l'appareil sur l'aéroport de Marseille.

13 janvier 1995 : les principales forces d'opposition signent à Rome un contrat national, afin de mettre un terme aux violences.

30 janvier 1995 : attentat devant le commissariat central d'Alger, revendiqué par les GIA (42 morts).

25 juillet 1995 : attentat dans le RER parisien, revendiqué par les GIA (7 morts).

16 novembre 1995 : à la présidentielle Zeroual remporte 61 % des voix. Participation forte, malgré les appels au boycott.

Mai 1996 : sept moines français de Tibéhirine sont retrouvés égorgés.

Novembre 1996 : un référendum constitutionnel accroît le pouvoir de Zeroual.

Janvier 1997 : massacres dans la Mitidja (450 morts).

Juin-juillet 1997 : victoire du parti présidentiel, le Rassemblement national démocratique (RND), lors des élections législatives. Libération d'un des leaders du FIS, Abassi Madani, assigné à résidence à partir de septembre.

Été 1997 : plus de 1 200 victimes lors de nouveaux massacres autour d'Alger.

21 septembre 1997 : l'Armée islamique du salut, bras armé du FIS, appelle à cesser les combats à partir du 1^{er} octobre.

23 octobre 1997 : victoire du RND aux élections locales (55 %).

25 décembre 1997 : le RND remporte 80 des 96 sièges élus au Conseil de la nation, Chambre haute du Parlement.

Décembre 1997-janvier 1998 : reprise des massacres. Plus de 1 000 victimes.

25 juin 1998 : assassinat de Lounès Matoub, chanteur kabyle.

22 juillet-août 1998 : mission d'information de l'ONU en Algérie.

11 septembre 1998 : le président Zeroual annonce une élection présidentielle anticipée avant la fin de février 1999.

La France renoue des liens avec le Congo de M. Kabila

Après la visite d'un émissaire de l'Elysée à Kinshasa, Jacques Chirac pourrait rencontrer le chef de l'Etat congolais à Paris

LE CONSEILLER aux affaires africaines de Jacques Chirac, Michel Dupuch, s'est rendu à Kinshasa où il a été reçu le 4 octobre par Laurent-Désiré Kabila. Le lendemain, un conseiller du chef de l'Etat congolais déclarait que cet entretien constituait « *un pas important vers la normalisation des relations* » entre les deux pays et estimait probable une prochaine rencontre entre le président Chirac et M. Kabila. Ce dernier a été invité au sommet franco-africain qui doit se tenir à Paris le 26 novembre.

Voici donc revenu le temps des émissaires élyséens. On l'avait pourtant cru révolu, au moins pour ce qui concerne cette région d'Afrique centrale où la France n'a recueilli ces dernières années que l'échec et l'opprobre.

UN CONSEIL DES AMÉRICAINS

Montrée du doigt pour avoir dispensé son soutien au régime de Juvénal Habyarimana au Rwanda ; soupçonnée d'avoir favorisé la fuite des auteurs du génocide lorsqu'elle mena, en juillet 1994, l'opération Turquoise qui se voulait humanitaire ; soupçonnée encore de vouloir stopper la rébellion contre Mobutu lorsqu'elle appela, en vain, deux ans et demi plus tard, la communauté internationale à secourir les réfugiés hutus décimés par dizaines de milliers dans les forêts du Zaïre ; conspuée dans la presse internationale, anglo-saxonne surtout, pour son soutien passé au maréchal zaïrois ; dédaignée avec ostentation par Laurent-Désiré Kabila lorsqu'il accéda au pouvoir à Kinshasa ; huée de nouveau dans les rues de cette ville, quand s'engagea la rébellion contre le nouveau maître du Zaïre devenu République démocratique du Congo : on avait le sentiment que la France, quoi qu'elle dit ou fit, était discréditée. Et qu'elle se résignait - dans cette région du moins - à une prudente abstention.

colonial, d'en finir avec les officines parallèles, avec le soutien plus ou moins occulte à des régimes peu fréquentables, et de traiter avec l'Afrique comme on traite avec tous les autres partenaires, dans la transparence. Le premier ministre s'y est attelé d'emblée, notamment en obtenant la suppression du secrétariat d'Etat à la coopération et l'accélération du mouvement de retrait des troupes françaises stationnées en Afrique.

Mais cela, apparemment, n'empêche pas les bonnes vieilles habitudes de reprendre le dessus et la politique africaine de l'Elysée de chercher à nouveau à voler de ses propres ailes.

En témoigne, entre autres, l'accueil, la semaine dernière à l'Elysée, du président du Liberia Charles Taylor, certes élu au suffrage universel, mais précédemment chef d'une armée sanguinaire, bien connu de M. Dupuch au temps où ce dernier était ambassadeur de France à Abidjan. En témoigne aussi la lenteur mise par les soldats français à quitter le Congo-Brazzaville de Denis Sassou N'Guesso, où ils n'avaient en principe été dépêchés, en juin 1997, que pour une brève opération d'évacuation.

L'envoi de M. Dupuch, émissaire très proche de Jacques Chirac auprès de Laurent-Désiré

**Les combats continuent
autour de Kindu**

Les Forces armées congolaises (FAC) ont « repoussé » une attaque des rebelles contre la ville de Kindu (centre-est), a annoncé, mardi 6 octobre, le ministère de la défense de la République démocratique du Congo. Les forces du président Laurent-Désiré Kabila et leurs alliés ont établi à Kindu leur état-major de campagne dans l'est du pays. Les FAC sont « passées de la défensive à l'offensive » contre les rebelles soutenus par l'Ouganda et le Rwanda, conclut le communiqué.

Par ailleurs, l'Ouganda a tourné en dérision la déclaration du président soudanais Omar el-Béchir, qui menace d'attaquer l'Ouganda. Le Soudan, qui défend au Congo M. Kabila, accuse régulièrement Kampala d'aider la rébellion soudanaise. « Nous sommes plus que parés à une telle éventualité. A mon avis, ce sont des menaces en l'air. [Le Soudan] n'est pas une réelle menace militaire pour l'Ouganda », a commenté le ministre ougandais de la coopération régionale, Amama Mbabazi. - (AFP)

xx
Contrairement à ce qui fut dit à l'époque de la marche de Laurent-Désiré Kabila vers le pouvoir, cette perte d'influence ne se faisait pas au profit des Etats-Unis. S'ils avaient, au début, encouragé la rébellion contre Mobutu (après l'avoir soutenu), les Américains s'étaient rendu compte assez tôt que leur « poulain » était incontrôlable ; ils avaient, dès lors, recherché la concertation avec la France. Ils eurent par la suite des motifs de contentieux avec Kabila, comme la France en avait, mais guère de politique cohérente dans la région. Lorsque la rébellion soutenue par le Rwanda et l'Ouganda a éclaté au Congo au mois d'août, les Américains ne se sont pas manifestés, se bornant dans un premier temps à fermer leur ambassade à Kinshasa. Ils conseillent aujourd'hui à la France de normaliser ses relations avec Laurent-Désiré Kabila.

« LIGNE DIRECTE »

Que des puissances occidentales s'inquiètent de la situation dans ce pays, c'est après tout leur rôle. « Nous avons parlé de ce qui nous tient très fortement à cœur, c'est-à-dire de la paix en République démocratique du Congo, en Afrique centrale et en Afrique », déclarait ainsi M. Dupuch à l'issue de ses entretiens à Kinshasa. Que M. Kabila, qui doit aujourd'hui en découdre avec ses alliés d'hier, se tourne vers ces puissances occidentales qu'il avait méprisées pour trouver des appuis, c'est logique. Mais c'est la méthode retenue à Paris qui est remarquable, parce qu'elle paraît renouer avec des pratiques qu'on croyait enterrées, tout particulièrement celle de la « ligne directe » entre les chefs d'Etat ou chefs de partis africains et l'Elysée, quel qu'en soit l'occupant.

L'une des principales préoccupations de Lionel Jospin en politique étrangère, lorsqu'il arriva au gouvernement, était l'assainissement des relations avec l'Afrique. Il s'agissait de rompre avec des méthodes de type post-

Kabila, paraît s'inscrire dans cette tendance. Rien de tout cela n'a fait l'objet du moindre commentaire de la part du gouvernement. A propos de la visite à M. Kabila, on se borne à souligner dans les milieux gouvernementaux qu'il est légitime et même souhaitable, d'un point de vue diplomatique, de reprendre langue avec lui, mais qu'il n'est pas question, dans la situation actuelle et vu la nature de son régime, de rétablir avec lui quelque forme de coopération (militaire, budgétaire, technique) que ce soit, autre que la coopération humanitaire qui s'exerce aujourd'hui par le canal d'ONG ou d'agences humanitaires.

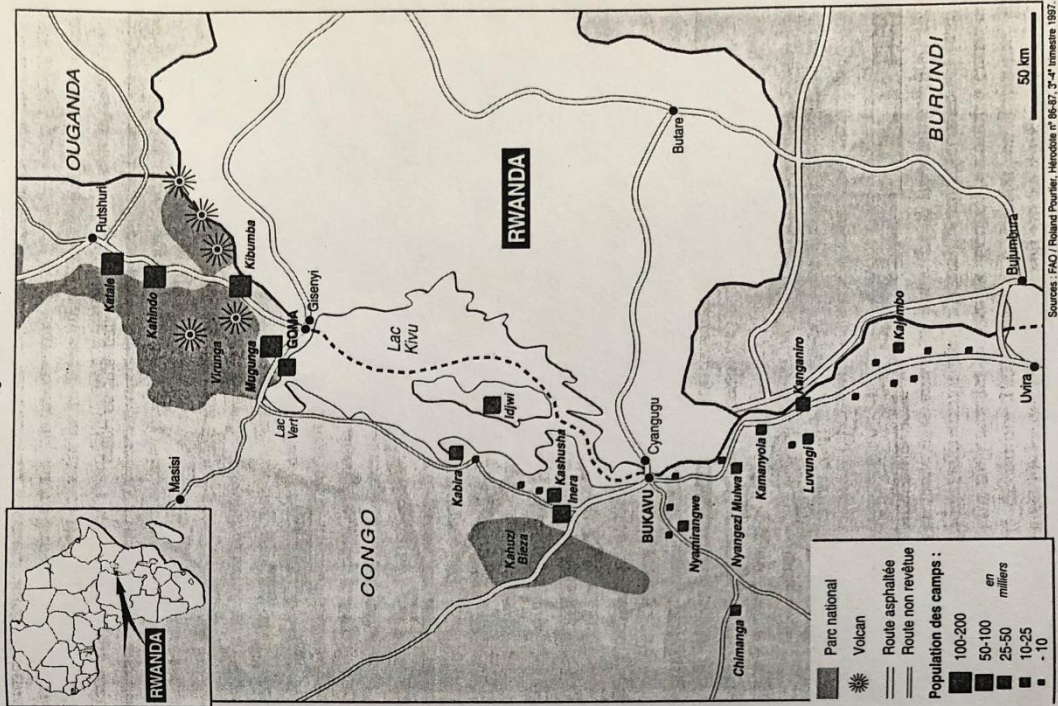
Un spécialiste des relations internationales déclarait lundi à l'AFP : « En se rapprochant de M. Kabila, la France se rapproche des puissances africaines qui l'ont soutenu, notamment de l'Angola, où Paris possède d'importants intérêts pétroliers, et en ce sens la diplomatie française réalise un beau coup. »

Un « coup » qui renoue avec les traditions ? On a le sentiment en tout cas que c'est l'Elysée plutôt que « la France » qui reprend pied ces temps-ci en Afrique.

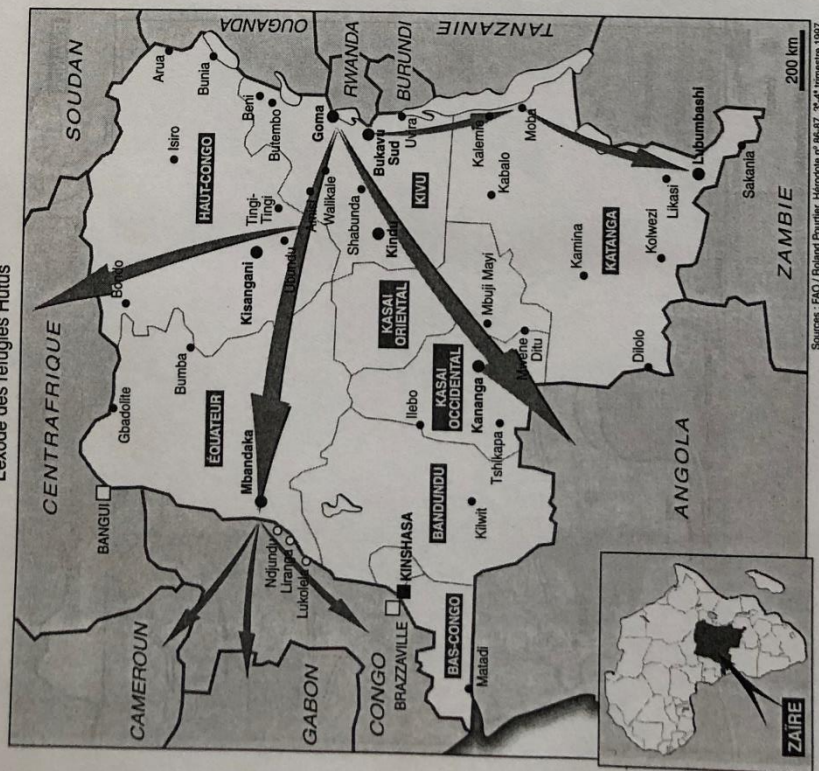
Claire Tréan

STRATEGIES FRANCAISES

Camps de réfugiés au Kivu, août 1996



L'exode des réfugiés Hutus



19 Novembre 98.

20

La visite à messages de M. Chirac en Amérique centrale

COMMENT remplir les devoirs de sa charge, qui comportent notamment de longs et fréquents séjours à l'étranger, tout en restant présent sur la scène intérieure, en période, sensible s'il en est, de cohabitation ? Tel a été le difficile exercice auquel Jacques Chirac s'est livré tout au long de sa visite d'Etat au Mexique et en Amérique centrale, du 12 au 16 novembre.

Cinq jours durant, le chef de l'Etat s'est efforcé de remplir les trois objectifs qu'il avait assignés à ce voyage : renouer des liens diplomatiques délaissés par son prédécesseur à l'Elysée ; assurer la promotion des entreprises françaises sur les marchés de cette région, dans la suite de son voyage il y a dix-huit mois en Amérique du Sud ; enfin, consolider son image et envoyer des messages à l'opinion nationale.

Sur le plan de la diplomatie, M. Chirac devait naviguer entre plusieurs écueils. Son déplacement au Mexique posait la question du respect des droits de l'homme et des minorités indiennes dans le pays, à l'origine de divers conflits armés, comme celui du Chiapas. Avant son départ, le chef de l'Etat français avait reçu, à ce sujet, les doléances de Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés.

Mais, pour M. Chirac, qui emmenait dans ses bagages une imposante délégation de chefs d'entreprise, il convenait tout d'abord de ne pas froisser la sensibilité du gouvernement mexicain par des déclarations critiques au moment où la France veut accroître une part de marché épilatoire au Mexique et en Amérique centrale.

Dans cette période, où ces pays émergents se tournent vers l'Europe, M. Chirac s'est appliqué à leur faire comprendre que la France est la meilleure porte d'entrée pour accéder au grand marché de « la première puissance économique mondiale ».

LES « PEUPLES PREMIERS »

Le président a choisi, dès le début de son séjour au Mexique, de rendre un hommage appuyé au président Ernesto Zedillo, qui incarne un renouveau de la vie politique mexicaine. De son côté, celui-ci avait réservé au chef de l'Etat français un accueil particulièrement solennel. Reçu, à titre exceptionnel, par le Parlement mexicain réuni pour l'occasion en Congrès - un honneur qui n'avait jusque-là été accordé qu'à trois autres personnalités, dont le général de Gaulle en 1964 -, M. Chirac a salué « la force et la vitalité de la démocratie mexicaine, engagée avec succès dans la construction d'une société moderne ». Alors que les partis politiques mexicains sont déjà entrés en campagne pour l'élection présidentielle de l'an 2000, cet hommage du président français à son jeune homologue du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) ne pouvait mieux tomber.

Des droits des minorités indiennes, il a été question au Guatemala. Le témoignage de profonde amitié que M. Chirac a reçu de Rigoberta Menchu, Prix Nobel de la paix, valait, sur ce sujet, toutes les cautions. En célébrant son « très cher ami » Jacques Chirac, la « petite fille des

Mayas » a donné au président français l'absolution sur son silence au Mexique. Il a donc pu se poser, en terre guatémaltèque, comme le champion du respect des « droits imprescriptibles des peuples premiers », à l'occasion de la réception organisée en son honneur dans l'enceinte de l'université San Carlos.

Sur le plan économique, plusieurs accords - des accords de coopération tout autant que des contrats commerciaux (téléphone pour Alcatel, électricité pour Alstom, eaux pour Vivendi...) - ont été signés avec le Mexique, ce qui témoigne d'un véritable changement dans les relations entre les deux pays.

Le voyage de M. Chirac dans cette partie du monde, deux semaines après les désastres causés par le cyclone Mitch, a offert, en outre, aux chefs d'entreprise qui l'accompagnaient, et notamment à la nouvelle organisation patronale française, le Medef, un spectaculaire opération de communication. Les quelque 15 millions de francs accordés par les entreprises aux quatre pays les plus touchés par Mitch, qui ont déjà valu à leurs généreux donateurs une promotion médiatique inespérée, pourraient bien leur assurer des contrats lorsque ces pays trouveront les moyens de financer leur reconstruction.

Sur le plan politique, au moment où Jacques Chirac se trouve exactement à la moitié de son mandat présidentiel, c'est-à-dire aussi à l'heure du vrai début de la compétition pour le prochain, ce voyage ne pouvait ignorer les nécessités de scène intérieure française. On a ainsi vu s'esquisser, au fil des jours, les slogans et le portrait d'un futur candidat.

ACCENTS DE 1995

Ils ressemblent à ceux qui emportèrent, le 7 mai 1995, l'élection présidentielle. Devant un parterre de jeunes Mexicains enthousiastes, M. Chirac a lancé le premier des deux « appels » qui devaient marquer son voyage. Dans le discours, offensif et ardent, prononcé devant la jeunesse, il a retrouvé les accents du chantre de la lutte contre la fracture sociale. Il a exhorté la jeunesse à se battre contre les inégalités, contre une « société à deux vitesses », pour « le respect des droits de l'homme », pour la tolérance, pour l'environnement, pour « plus de justice ». Dans la nouvelle édition du catalogue présidentiel à destination des précieux jeunes, on n'avait oublié ni la « mobilisation contre le sida », ni la défense de l'environnement, ni l'aide au développement des pays les plus pauvres, ni, pour finir, l'exhortation à « construire un monde plus fraternel ».

Son deuxième « appel », Jacques Chirac l'a adressé au Guatemala, au retour de sa première visite sur un site touché par le cyclone Mitch. Là, on a vu le président en bras de chemise, généreux et spontané, lancer un appel solennel à la communauté internationale. On a vu le chef de l'Etat convoquer la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque interaméricaine de développement. Et tant pis si la générosité proclamée vient buter sur la question de l'ouverture de l'Europe, et surtout de la France, aux productions de cette région, en particulier les importations de bananes guatémaltèques. On disait le président absent ? Le candidat, lui, est bien là.

Alain Abellard
et Pascale Robert-Diard

Défense : professionnalisation et respect des engagements

Un « recalage » par rapport à la programmation

LE PROJET de budget de la défense pour 1999 met fin à une lente érosion – depuis 1990 – des crédits d'équipement militaire, conformément à un engagement pris, en avril, à Saint-Mandrier (Var), par le premier ministre et approuvé par le chef de l'Etat. D'un montant global (hors pensions) de 190 milliards de francs, soit une hausse de 2,8 % par rapport à 1998, et de 243,5 milliards (pensions incluses), ce projet de budget se répartit entre les crédits de fonctionnement (104 milliards de francs) et les crédits d'équipement (86 milliards).

A elles seules, les dépenses d'équipement enregistrent une hausse de 6,2 % sans, pour autant, atteindre ce que prévoyait la loi de programmation militaire 1997-2002, avant sa révision au printemps, à savoir 90 milliards de francs. L'enveloppe budgétaire entérine la continuation de la professionnalisation. Elle se traduit, d'une part, par une forte réduction annuelle du nombre des conscrits (quelque 38 900 postes d'appelés seront supprimés en 1999) et, d'autre part, par un recrutement important de personnels de métier (8 800 militaires professionnels de toutes les origines et 4 750 volontaires, dont 3 000 pour la seule gendarmerie dans les zones périurbaines) et par l'embauche de 2 400 employés civils. Pour faciliter les départs volontaires de militaires, il a été prévu d'allouer 810 millions de francs d'aides sous la forme de « pétales » à destination de quelque 900 officiers et 2 000 sous-officiers.

En dépit de sa hausse de 6,2 % (en francs courants) par rapport au budget initial de 1998, le montant des crédits d'équipement traduit, en réalité, une stabilisation de l'enveloppe attribuée annuellement à la modernisation des matériels. L'objet du gouvernement reste, en effet, de réaliser, d'ici à 2002, une économie globale de 20 milliards de francs sur les dépenses d'équipement par rapport à la loi de programmation militaire : « C'est un recalage technique, opérationnel et financier de

la programmation, reconnaît un conseiller du ministre de la défense, Alain Richard, mais ce n'est pas une nouvelle programmation. »

Les crédits de paiement consacrés à la dissuasion devraient s'élever à 16,6 milliards de francs, une somme proche de celle de 1998. Ceux qui seront alloués à l'espace permettront notamment de lancer un deuxième satellite de reconnaissance optique (Helios-1B) et de continuer, à raison de 1,3 milliard de francs, le développement d'une nouvelle génération de satellites d'observation militaire (Helios-2).

DÉVELOPPEMENT DU RAFALE

Quant aux crédits d'équipement classique, ils devraient se monter à 65,8 milliards de francs, en augmentation très sensible (+8,7 %) par rapport à 1998. Les grands programmes d'armement sont maintenus, comme le char Leclerc, le développement d'un nouveau véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI), l'hélicoptère d'attaque Tigre (dont 80 exemplaires seront commandés), le porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle* (il sera admis en service actif fin 1999 et un troisième avion-radar embarqué sera acquis), une nouvelle frégate du modèle *La Fayette*, le lancement d'un transport de chalands de débarquement et le financement de l'hélicoptère logistique NH-90 pour l'armée de terre et pour la marine.

L'an prochain verra, enfin, la mise en service de l'avion de combat Rafale dans l'armée de l'air et dans l'aéronavale. A cette fin, il a été réservé un crédit global de 5,6 milliards de francs, qui couvre – outre l'achat de deux appareils, les premiers d'une commande de treize passée en 1997 – le développement de la version F2 du Rafale, qui est destinée à des missions air-air et air-sol. Cette version est plus particulièrement destinée à l'armée de l'air ; elle prévoit de mettre sur pied son premier escadron opérationnel de vingt Rafale à l'horizon 2005.

Jacques Isnard

Budget de l'Etat pour 1999.

M sept. 1998.

27 Novembre 98

NOVEMBRE 1998

INTERNATIONAL

M. Kabila est attendu à Paris pour le sommet des chefs d'Etat franco-africains

Le président de la République démocratique du Congo est l'objet de plusieurs plaintes en justice

Laurent-Désiré Kabila, président de la République démocratique du Congo (ex-Zaïre), tente de s'arracher à son isolement diplomatique à la

favorable du sommet franco-africain de cette fin de semaine à Paris. Le très contesté chef de l'Etat de Kinshasa est théoriquement à l'abri de

contraintes éventuelles pouvant résulter de plaintes en justice déposées contre lui en Europe pour « crimes de droit international ».

LAURENT-DÉSIRÉ KABILA, l'un des chefs d'Etat les plus contestés de la scène internationale, profite du XX^e sommet franco-africain, qui a commencé jeudi 26 novembre à Paris et s'achèvera samedi, pour tenter de sortir de son isolement diplomatique. S'il a enregistré certains succès politiques auprès de ses pairs africains depuis le déclenchement de la rébellion dans l'est du Congo-Kinshasa, le 2 août, il ne bénéficie d'aucun soutien avéré en Europe. Le président de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) effectue toutefois sa tournée (Italie, Belgique et France) alors que l'arrestation du général Pinochet a relancé le débat sur l'opportunité de juger les suspects de crimes contre l'humanité. Plusieurs plaintes ont été déposées ces derniers jours, à Bruxelles et à Paris, contre le dictateur congolais.

LE PIRE MOMENT

Laurent-Désiré Kabila, qui a renversé feu le maréchal Mobutu Sese Seko en mai 1997, est attaqué par ses opposants et des défenseurs des droits de l'homme à la fois pour les massacres systématiques de réfugiés hutus rwandais durant sa conquête du Zaïre et pour l'incitation au meurtre de Tutsis congolais et rwandais durant la crise actuelle en RDC. Des

déclarations haineuses, notamment de certains de ses ministres et conseillers, avaient été suivies de lynchages dans les rues de Kinshasa, capitale congolaise, et de sa banlieue.

La première plainte devant la justice belge émane d'un couple

contre l'humanité ». En France, la Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (FIDH) et la Ligue française pour la défense des droits de l'homme ont saisi mardi le procureur de la République « aux fins d'ouverture d'une information judiciaire » à

l'immunité due à un chef d'Etat en exercice. En France, les propos de Jacques Chirac sur Augusto Pinochet - « Il n'est pas acceptable que des crimes puissent rester impunis. Que justice soit donc rendue... » - prennent une dimension nouvelle puisque la justice française est saisie au moment même où M. Kabila séjourne à Paris. Le premier ministre, Lionel Jospin, a réagi à l'affaire Pinochet en se félicitant également d'une « mauvaise nouvelle pour les dictateurs » en général. La porte-parole de M. Chirac, Catherine Colonna, a estimé que la présidence « n'a pas à commenter une affaire dont la justice est saisie », sans préciser si le dictateur congolais est hors d'atteinte ou non sur le sol français.

Laurent-Désiré Kabila, bien que son statut de chef d'Etat le mette théoriquement à l'abri d'une surprise, ne pouvait pas effectuer sa brève tournée en Europe à un pire moment. Et, durant ce sommet à Paris, il n'est pas le seul dirigeant africain à pouvoir s'inquiéter d'éventuelles décisions de justice reprenant les bases du droit international. Au moins une dizaine de présidents viennent de pays où des crimes de guerre sont régulièrement perpétrés, certains pouvant certainement être qualifiés de crimes contre l'humanité.

Rémy Ourdan

Le président rwandais, Pasteur Bizimungu, est prêt à rencontrer Laurent-Désiré Kabila

Le Rwanda soupçonne la France de vouloir réhabiliter le président congolais Laurent-Désiré Kabila en l'invitant au sommet France-Afrique à déclaré, mercredi 25 novembre, le président rwandais Pasteur Bizimungu.

Toutefois le président Bizimungu a réaffirmé qu'il était prêt à rencontrer M. Kabila à Paris, parce qu'il « fait partie de la résolution pacifique du conflit en RDC (République démocratique du Congo). Ce ne sera pas un plaisir pour moi de rencontrer l'auteur de massacres, mais M. Kabila doit être impliqué dans un processus de paix ». Il a indiqué qu'il espérait que le sommet de Paris serait l'occasion d'un « dialogue constructif sur la sécurité dans la région des Grands Lacs, d'analyser les causes de cette insécurité et d'identifier des pistes de solutions ».

belgo-congolais, dont la femme est d'origine tutsie, pour « crime de droit international » concernant les assassinats commis en août à Kinshasa. Le représentant en Belgique du principal parti congolais d'opposition, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), demande pour sa part au parquet de Bruxelles de poursuivre M. Kabila pour « crimes

l'encontre de M. Kabila pour des « violations massives des droits de l'homme ».

Ces plaintes prennent évidemment une ampleur accrue après la décision des Lords britanniques sur le refus d'accorder l'immunité diplomatique au général Pinochet. En Belgique, le gouvernement a assuré que M. Kabila « bénéficie normalement » de

30 NOVEMBRE 1998.

INTERNATIONAL

L'amorce d'un règlement de la crise en RDC est espérée au sommet franco-africain de Paris

Jacques Chirac et Kofi Annan s'efforcent d'organiser un dialogue entre les protagonistes

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a fait pression sur les représentants des pays impliqués dans le conflit en République démocratique

du Congo (RDC) pour qu'ils aient entre eux des discussions directes, en marge du sommet franco-africain. A l'issue de ce sommet, samedi

28 novembre, Jacques Chirac devait recevoir séparément à l'Elysée plusieurs des protagonistes de ce conflit (lire aussi notre éditorial page 14).

DÈS sa première journée, vendredi 27 novembre, le sommet des chefs d'Etat d'Afrique et de France au Carrousel du Louvre s'est transformé en une opportunité d'amorcer un processus de règlement du conflit en République démocratique du Congo (RDC). Les organisateurs français s'étaient sagement gardés de présenter comme telle, à l'avance, la réunion de Paris. Mais après les échanges qui eurent lieu vendredi après-midi en séance plénière entre les représentants des pays directement impliqués dans la crise, après les interventions souvent sévères de leurs pairs africains et grâce aux efforts déployés conjointement par Jacques Chirac et Kofi Annan, le secrétaire général de l'ONU, chacun espérait que la journée de samedi apporterait quelque élément positif nouveau.

Le président de la République devait avoir, samedi après-midi, à l'Elysée, une série d'entretiens séparés avec quelques-uns des protagonistes de la crise des Grands Lacs : Robert Mugabe, du Zimbabwe, Yoweri Museveni, de l'Ouganda, et Laurent Désiré Kabila, de la RDC - Pasteur Bizimungu, le président rwandais, n'a pas été convié, officiellement pour des raisons « d'emploi du temps », mais plus probablement parce que l'on considère qu'il n'incarne pas véritablement le pouvoir au Rwanda. Vendredi soir, Kofi Annan, lors d'entretiens avec ces chefs d'Etat parties au conflit, les avait fortement incités à avoir le lendemain, en marge du sommet, des « discussions particulières » entre eux. Samedi, en début de matinée, le secrétariat général de l'ONU exprimait des espoirs de parvenir à une telle rencontre directe, ce qui serait une première. Un rendez-vous avait d'autre part été fixé vendredi aux protagonis-

tes par les dirigeants du Burkina Faso, pays qui préside actuellement l'Organisation de l'unité africaine (OUA) : une réunion de l'OUA sur le conflit au Congo-Kinshasa a été convoquée depuis Paris pour les 17 et 18 décembre à Ouagadougou. Selon le ministre des affaires du Burkina Faso, Ablassé Ouedraogo, 20 à 25 chefs d'Etat devraient y participer.

« SORTIR DE L'IMPASSE »

Rendant compte, vendredi soir, des interventions qui avaient eu lieu sur la RDC lors de la séance plénière à huis clos de l'après-midi, en principe consacrée au thème général de la nouvelle architecture de sécurité en Afrique,

on rapportait que le président ougandais s'était dit prêt à retirer ses troupes de RDC s'il existait un « arrangement alternatif ». Selon les mêmes sources, Laurent-Désiré Kabila avait de nouveau qualifié le Rwanda et l'Ouganda de « brutes sanguinaires » et de « sadiques habitués au sang ». Il avait souhaité que le sommet de Paris débouche sur un plan de retrait des forces de ces deux pays déployées en RDC.

Concluant ces échanges peu amènes, Jacques Chirac a appelé chacun des protagonistes à « faire un geste pour sortir de l'impasse ». Il a préconisé un cessez-le-feu immédiat et relancé sa proposition d'une conférence régionale sur

lué, vendredi matin, à son arrivée dans le Hall des Fossés du Louvre ; on s'est pressé autour de ses accompagnateurs pour solliciter des interviews avec le maître de Kinshasa ; on a laissé s'attarder les caméras sur sa silhouette affaîlée, profondément endormie pendant les discours d'ouverture ; on a noté vendredi soir que le président de la République et son épouse quittaient prudemment le perron de l'Elysée pour éviter une photo peu flatteuse, lorsqu'arriva pour le dîner cet invité devenu depuis deux jours, à la faveur de l'affaire Pinochet, la « bête noire » de l'opinion publique.

PAS D'ÉTAT D'ÂME

Ni les autorités françaises ni le secrétaire général de l'ONU n'auront cependant le moindre état d'âme pour avoir ainsi accueilli Laurent-Désiré Kabila, si la réunion de Paris permet d'avancer, aussi peu que ce soit, vers un déblocage de la crise qui déchire la RDC et déstabilise une vaste région de l'Afrique. « Cette crise entraîne trop de misère pour que l'on s'en désintéresse », a déclaré Jacques Chirac, à l'unisson de plusieurs autres chefs d'Etat africains, qui ont souligné les souffrances qu'elle inflige avant tout aux civils.

Kofi Annan, de son côté, avait, dans son discours d'ouverture, trouvé des mots qui le mettent à l'abri de tout procès de complaisance avec aucun dictateur. Se posant en Africain, il avait appelé les Africains à réfléchir à l'état dans lequel ils vont léguer le continent aux prochaines générations et il s'en était pris sévèrement aux « dirigeants toujours trop nombreux qui ne connaissent que le pouvoir du plus fort ».

Le parquet de Paris renonce à poursuivre M. Kabila

Le parquet de Paris a décidé, vendredi 27 novembre, de ne pas ouvrir d'information judiciaire à l'encontre de Laurent-Désiré Kabila, le président de la République démocratique du Congo (RDC), en raison de « l'imprécision des faits dénoncés ». La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et la Ligue française de défense des droits de l'homme avaient déposé, mardi, des plaintes pour les « violations massives des droits de l'homme imputables à M. Kabila ». Elles souhaitent « poursuivre le combat judiciaire contre l'impunité des plus grands bourreaux », après la décision de refuser l'immunité en Grande-Bretagne à l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet.

La porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna, a souligné que « la France n'a pas de responsabilité dans l'arrivée de Laurent-Désiré Kabila à la tête de la RDC », tandis que le Quai d'Orsay a précisé que, quelles que soient les éventuelles poursuites engagées à son encontre, M. Kabila bénéficie de l'immunité due à tout chef d'Etat en exercice.

Catherine Colonna, porte-parole de l'Elysée, avait indiqué que « le dialogue ne s'était pas noué » entre les protagonistes du conflit ; le simple fait que chacun ait pu exprimer son point de vue devant les représentants d'une cinquantaine de pays africains constituait cependant, selon elle, « peut-être une amorce de progrès ».

De sources proches des partici-

l'Afrique des Grands Lacs sous l'égide de l'ONU et de l'OUA, en demandant aux pays qui vont participer en décembre à la réunion de Ouagadougou « de bien vouloir y réfléchir ».

Laurent-Désiré Kabila aura été le personnage-vedette de cette première journée du sommet. On l'a remarqué la façon (distante et froide) dont Jacques Chirac l'a sa-

Claire Tréan

LA FRANÇA AFRIQUE.

1

par François-Xavier VERSCHAVE.

1. Un avertissement dans le désert.

Lors de la " Révolution sociale " de 1959, on a des milliers d'exilés TUTSIS qui sont chassés du Rwanda, ou massacrés. Un régime racial a été installé par le colonisateur belge et les missionnaires, effrayés des audaces indépendantistes et laïques de l'élite tutsie. Les pogromes n'ont guère cessé depuis lors, durant trois décennies. Le dictateur rwandais, JUVÉNAL HABYARIMANA, a opposé un refus systématique au retour des exilés. Ces derniers se sont alors organisés en rébellion armée, le Front patriotique rwandais (FPR), autour du noyau de combattants aguerris qui avaient aidé l'Ougandais YOWERI MUSEVENI à renverser le sinistre Idi Amin Dada, puis son successeur.

En 1990, le régime du général Habyarimana est déjà mal en point. Une famine sévit. Le clan de l'épouse du président, Agathe, accapare les richesses du pays. Le 1^{er} octobre, le FPR engage la lutte armée.

STRATEGIES FRANCAISES

Le pouvoir rwandais joue son va-tout : la carte ethnique. Il lance la lutte finale des HUTUS, "peuple majoritaire" authentique, contre ces "étrangers" de Tutsis, ces "envahisseurs" qui, selon la légende, auraient remonté le cours du Nil en des temps immémoriaux. Le slogan "Hutu Power!" cristallise le racisme.

A cette époque, François Mitterrand est secondé à la "cellule africaine" de l'Élysée par son fils Jean-Christophe. L'un et l'autre ont noué d'étroites relations avec la famille Habyarimana (le père, Juvénal, et le fils, Jean-Pierre). Dès le 2 octobre 1990, le père Habyarimana téléphone au fils Mitterrand pour appeler la France à la rescousse. L'Élysée décide immédiatement d'envoyer plusieurs centaines de parachutistes au Rwanda.

Une commission internationale d'enquête a exhumé des charniers et constaté de nombreux massacres de TUTSIS - hommes, femmes et enfants. Son rapport dénonce les tueries systématiques organisées par la mouvance présidentielle, voire par l'entourage du général Habyarimana, en janvier 1993.

STRATEGIES FRANCAISES

LA FRANÇA-FRIQUE par F-X Verschave.

2.

19 juin 1990 → discours de La Baule.

Le Rwanda est situé à l'ouest du Zaïre, au sud de l'Ouganda, au nord du Burundi, à l'ouest de la Tanzanie.

Population = 85% de Hutus, agriculteurs
14% de Tutsis, éleveurs.

La Belgique reçoit mandat de la SDN à partir de 1923 pour administrer le Rwanda, elle s'appuie sur l'élite Tutsie.

1898 - 1918 → le Rwanda est dans "l'Afrique orientale allemande".

1923 - 1958 → Belgique.

1959 → proclamation de la République du Rwanda, dont le président est un HUTU.

1973 → Juvénal, son ministre de la défense, le remplace. Cela entraîne un exode de Tutsis.

Congo-Zaïre : Laurent-Désiré KABILA n'est apparu qu'en octobre 1996 à la tête de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL).

Kabila est né au SHABA-KATANGA, il est membre d'un maquis de guérilla favorable à Lumumba, il dirige la branche armée de la république populaire du Congo créée en 1964 avant d'être écrasé par les forces mobutistes.

STRATEGIES FRANCAISES

Re'fugié au BURUNDI, Kabila se fait oublier, voyage et monte divers trafics.

Au Zaïre, la France ne veut pas envoyer de troupes. « Avec l'opération TURQUOISE on a déjà donné » dit en privé Jacques Godfrain, le ministre français de la Coopération.

Les Etats-Unis sont de la partie.

Kabila va être promptement tiré de l'oubli, même s'il n'est que le paravent de ces grandes manoeuvres. Ainsi la femme de son ministre des Affaires étrangères est-elle la nièce du président ougandais MUSEVENI, qui tire les ficelles. L'objectif de départ n'est que de former une zone tampon à la frontière du Zaïre avec l'Ouganda et le Rwanda.

Kabila va disposer d'un noyau dur de 350 hommes. Une légion TUTSIE, formée en Ouganda avec des conseillers américains et israéliens.

Elle monte progressivement en puissance pour atteindre 3000 hommes au moment de la prise de KISANGANI puis 40.000 hommes lors de la chute de KINSHASA.

Les Américains vont s'engager dans une opération « nettoyage des camps » qui va se solder par un coup humain monstrueux. Traités comme du bétail, 300.000 réfugiés sont ramenés de force au Rwanda,

STRATEGIES FRANCAISES

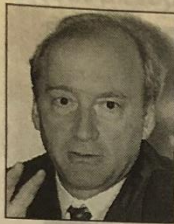
LA FRANÇA-FRIQUE par F-X Verschave.

3.

à la mi-novembre en passant par GOMA. Cinq cent mille seront par ailleurs plus discrètement poussés par l'armée tanzanienne début janvier 1997. Mais l'essentiel des massacres a été perpétré avant la mi-décembre. Un rapport des services de renseignement français décrit en février 1997 la manière dont les Etats-Unis ont rallumé cette guerre tribale qui avait déjà causé la mort de 800.000 Rwandais lors du génocide de 1994.

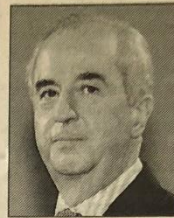
A l'Elysée, on commence à s'interroger sur le double-jeu des Américains. L'ambassade de France à Kinshasa confirme l'analyse des services de renseignements. Après coup, l'un de ses représentants confiera que la prostate de MOBUTU a sonné le début de la déstabilisation du pays.

HUBERT VÉDRINE



■ « Le président Mitterrand s'est comporté en continuateur d'une politique africaine qui remontait au général de Gaulle. » Ce préambule, posé par Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères depuis juin 1997, résume le propos tenu lors de son audition, le 5 mai, par celui qui fut le conseiller diplomatique de François Mitterrand (1981-1986), puis le porte-parole de l'Elysée (1988-1991) et, enfin, son secrétaire général (1991-1995). La politique de l'ancien président avait, selon lui, « pour but d'empêcher les massacres ». Mais il reconnaît qu'« elle n'a fait que les différer ». Lors de son audition, il s'est retranché dans un rôle d'observateur, soucieux de replacer l'affaire rwandaise dans son contexte historique.

ÉDOUARD BALLADUR



■ Premier ministre de cohabitation de 1993 à 1995, théoriquement écarté du « domaine partagé » qu'était la politique étrangère de François Mitterrand, Édouard Balladur a pourtant demandé à être entendu par les parlementaires. Le gouvernement RPR/UDF était en effet en place depuis un an lorsqu'a eu lieu le génocide et M. Balladur a refusé de distinguer entre les responsables de la « politique de la France au Rwanda ». Il est resté flou sur l'aide apportée par la France aux auteurs du génocide. L'ancien premier ministre n'a fait que suggérer que des livraisons d'armes non autorisées aient pu avoir lieu après avril 1994 alors que son ministre de la coopération Bernard Débré affirme que les livraisons ont bel et bien continué.

JUVÉNAL HABYARIMANA



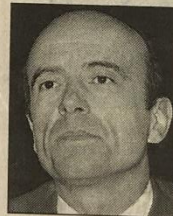
■ L'assassinat du président rwandais, Juvénal Habyarimana, et de son homologue burundais, Cyprien Ntaryamira, qui se trouvaient dans le même avion abattu le 6 avril 1994, a marqué le déclenchement du génocide rwandais. Lors de son accession au pouvoir, après son coup d'Etat du 5 juillet 1973, les Rwandais avaient surnommé le général-major Habyarimana le *Mugabo*, l'« homme viril » en kinyarwanda. L'époque était celle des chefs forts et des partis uniques en Afrique. Il reste le chef jusqu'à sa mort, mais son autorité est écornée par l'avènement du multipartisme en 1991, qui met à mal l'hégémonie du Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND) dont tout Rwandais était jusqu'alors « membre de droit ». Il négocie avec le Front patriotique rwandais (FPR) et les autres partis politiques les accords d'Arusha en août 1993, qui mettent fin à la guerre et organisent – théoriquement – une période de transition et l'avenir politique du pays. Les accords ne sont jamais vraiment entrés en vigueur. Et, neuf mois plus tard, le pays bascule dans l'horreur.

JEAN-CHRISTOPHE MITTERRAND



■ Conseiller pour les affaires africaines à l'Elysée auprès de son père de 1986 à 1992, Jean-Christophe Mitterrand, cinquante-deux ans, s'est attaché lors de son témoignage devant la Mission à minimiser son rôle dans la politique menée au Rwanda, tout en la défendant. « Les conseillers successifs chargés des affaires africaines du temps du président Mitterrand n'avaient pour rôle, et seul rôle, que d'informer le président, de répondre à ses questions », a-t-il déclaré. Il a affirmé que « l'impulsion [de la politique africaine] venait de rencontres entre le président de la République, le premier ministre, les ministres ». Le fils aîné de François Mitterrand a démenti fermement avoir eu d'étroites relations avec le fils du président Habyarimana et avoir été mêlé à des affaires louches dans cette région d'Afrique.

ALAIN JUPPÉ



■ Ministre des affaires étrangères d'Édouard Balladur, Alain Juppé a rappelé à la Mission que la France avait été la première, au sein de la communauté internationale, à qualifier de « génocide » les massacres rwandais et la seule à intervenir pour mettre fin aux tueries avec l'opération « Turquoise ». M. Juppé a sans cesse entretenu la confusion entre cette intervention et l'opération précédente « Amaryllis », plus trouble et qui semble avoir permis la fuite de responsables des tueries. Trois semaines après le déclenchement des massacres, MM. Juppé et Balladur avaient reçu de hauts responsables rwandais, soupçonnés d'être impliqués dans le génocide, dont Jérôme Bicomupaka et Jean Bosco Barayagwiza.



PORTFOLIO

STRATEGIES FRANCAISES



STRATEGIES FRANCAISES



STRATEGIES FRANCAISES





MOT D'ACCUEIL



Club de réflexion

STRATEGIES FRANCAISES

Présentation de HUBERT COUDURIER.

1

Bonsoir,

c'est à moi que revient la tâche de synthétiser votre parcours jus qu'à aujourd'hui. Et la tâche n'est pas forcément facile, car, malgré votre jeune âge, vous avez une expérience déjà bien remplie.

Après avoir fait des études en Sciences Politiques et être diplômé de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale, vous commencez votre carrière en 1983 comme journaliste à l'Agence France Presse. A partir de 1985, vous intégrez le service étranger de France 3 comme Grand Reporter.

STRATEGIES FRANCAISES

(2.)
C'est à ce titre que vous avez
à couvrir la reconquête du Tchad
après l'invasion lybienne ou le
coup d'Etat contre CORY AQUINO
aux Philippines.

Le danger ne vous fait visiblement
pas peur puisque vous suivez
également la libération de
Nelson Mandela et le début de
l'Intifada en Israël.

En ~~1990~~ → 1991, vous quittez la
télévision, média de l'imédiat,
pour la presse écrite, où votre
réflexion peut s'exprimer en tant
que chef du service politique,
puis comme rédacteur en chef
du Télégramme de Brest, à Paris.

STRATEGIES FRANCAISES

Enfin, de puis 1995, vous collaborez
à l'hebdomadaire Valeurs actuelles
pour l'actualité internationale.

Comme si ces multiples activités
ne suffisaient pas à totalement vous
occuper, vous rédigez en 1996

une biographie de
Patrick Poirre d'Arvor, "cet
inconnu du 20 heures"

et en 1998 un essai sur les
coulisses de la diplomatie française
qui nous vaut votre présence
ici, ce soir.

Alors tout d'abord, Merci pour
cette présence, et ensuite, je voudrais
vous poser la question suivante :

qu'est-ce qui est plus exaltant
la presse écrite ou la télévision ?

(3.)